

Séminaire

La cohésion sociale : Un nouvel horizon pour l'Europe du ^{XXI}^e siècle

Reconstruire en mieux : le rôle des politiques de l'emploi, de la santé et de la sécurité sociale et les nouvelles possibilités de cohésion sociale

Conseil de l'Europe. Plate-forme européenne pour la cohésion sociale (PECS)

Strasbourg, 17 juin 2021

Via Videoconference

KUDO <https://vmeeting.coe.int/k8/241114955424/join>

ID de la réunion: 241114955424

Dans le cadre de la Plateforme européenne pour la cohésion sociale, le Conseil de l'Europe (CdE) lance un séminaire sur l'avenir de la cohésion sociale en Europe. En tant qu'organisation paneuropéenne, il est le mieux placé pour le faire. Il est particulièrement qualifié dans ce domaine, en raison de son histoire de travail sur la cohésion sociale et sur la protection des droits sociaux. En ces temps difficiles, la réflexion sur les droits sociaux pour l'action revêt une plus grande importance et, à cet égard, les droits sociaux doivent encadrer les discussions dans la recherche de nouvelles solutions et approches pour la cohésion sociale du XXI^e siècle en Europe. Il n'y a pas de meilleur endroit pour explorer les menaces et les opportunités pour la cohésion sociale dans une Europe post-pandémique.

La pandémie a posé de nouveaux défis à la cohésion sociale qui auront un effet durable. Il est évident que cette crise a des conséquences négatives importantes pour tous les États membres du Conseil de l'Europe et au-delà. Elle a durement touché l'économie et l'environnement social, affecté les marchés du travail, suspendu certains services publics, posé des défis importants au système éducatif et restreint ou suspendu les activités culturelles. Il est actuellement impossible d'énumérer toute l'étendue de l'impact de la Covid-19, car certaines des conséquences persisteront dans le temps, ou se produiront dans le futur, ou encore, ne seront observables ou compréhensibles que beaucoup plus tard. D'autres nécessitent des recherches et des évaluations spécialisées.

Nos sociétés sont confrontées à des défis physiques, sociaux et économiques en raison de la pandémie. Les dispositions de cohésion sociale assurées *de jure* ont été mises à mal. Ces défis se superposent aux défis déjà existants. Ils doivent être identifiés et discutés.

Alors que la cohésion sociale gagne en importance politique au XXIème siècle, de nouvelles approches doivent être identifiées pour relever ces défis. L'engagement politique renouvelé en faveur de la cohésion sociale continue d'être façonné par la réalité du temps et les nouveaux défis auxquels les sociétés sont confrontées¹.

La nouvelle stratégie et le plan d'action pour la cohésion sociale, adoptés par le Conseil de l'Europe en juillet 2010, définissent la cohésion sociale comme "la capacité d'une société à assurer le bien-être de tous ses membres (...), à gérer les différences et les divisions et à garantir les moyens de parvenir au bien-être de tous ses membres".

La cohésion sociale est donc un processus dynamique, un travail en cours, une adaptation permanente aux défis économiques et aux changements sociaux ainsi qu'un idéal vers lequel les sociétés doivent tendre en permanence. "C'est un objectif auquel elles aspirent, mais qu'elles n'atteignent jamais complètement"². Pourtant, la cohésion sociale est un objectif louable : tout le monde a intérêt à vivre dans des sociétés où règne la cohésion sociale.

En se fixant cet objectif ambitieux, les États membres du CdE ont d'abord cherché à identifier les facteurs de division et les obstacles à la capacité d'une société à organiser son "vivre ensemble", afin de mieux les combattre. Depuis les années 1990, les Européens ont pris conscience d'un certain nombre de menaces pesant sur la cohésion sociale. Les changements démographiques, la mutation des schémas d'emploi et la disparition des emplois stables et bien rémunérés induits par le changement technologique et la mondialisation, ainsi que les finances publiques serrées ont fait douter de la viabilité des systèmes de sécurité sociale ; les problèmes sociaux et de criminalité dans les quartiers défavorisés ont sapé la croyance en l'efficacité de l'État-providence pour résoudre les problèmes sociaux et assurer la tranquillité publique. De nouveaux risques et de nouvelles formes de pauvreté et d'exclusion sont apparus, comme l'accès insuffisant aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, tandis que les inégalités sociales et de revenus ont continué à se creuser.

En outre, la crise sociale et économique actuelle, déclenchée en 2020 par la pandémie de Covid-19, révèle les lacunes existantes de l'État-providence et remet en question à la fois l'efficacité des gouvernements démocratiques et le bien-fondé des conseils des experts pour faire face à la pandémie. Les fermetures instituées pour des raisons sanitaires ont renforcé l'isolement social et la ségrégation. Les nouveaux modes de travail (notamment le télétravail), introduits et popularisés pendant la pandémie, auront un effet durable en créant de nouvelles tensions au

¹ Document de référence - Vers une stratégie révisée du Conseil de l'Europe pour la cohésion sociale, PECS(2020)5, septembre 2020

² Une nouvelle stratégie pour la cohésion sociale. Stratégie révisée pour la cohésion sociale approuvée par le Comité des ministres du Conseil de l'Europe le 31 mars 2004. Comité européen pour la cohésion sociale (CDCS), partie 1, paragraphe 3. 3.

travail, dans les familles et dans la vie communautaire. Les effets distributifs de la crise seront probablement aussi inégaux, les plus vulnérables étant touchés de manière disproportionnée. Ils poseront de nouveaux défis à la cohésion sociale et, par conséquent, de nouveaux défis à la politique sociale à tous les niveaux, communautaire, national et régional .

"Mais au final, ce n'est qu'une chose passagère, cette ombre. Même les ténèbres doivent passer³"
... Ce nouveau virus a libéré de nouvelles couches de résilience pour surmonter les maux qu'il a causés. Nous nous engageons à les surmonter ensemble, en tant que familles, communautés et nations réunies au sein du Conseil de l'Europe. La crise nous a fait prendre conscience de la valeur de la cohésion sociale⁴. "Reconstruire en mieux" - quelque chose qui n'a pas encore été entièrement détruit... - est la nouvelle devise des institutions et agences multilatérales, désireuses de faire la différence en aidant les gouvernements nationaux dans leurs efforts pour élaborer des plans qui construisent un avenir plus durable et plus résilient. Si le redressement post-pandémique ouvre la voie à des stratégies ambitieuses d'adaptation au changement climatique et à la numérisation, il pose également de nouveaux défis à la cohésion sociale. Par conséquent, des approches tout aussi audacieuses seront probablement nécessaires pour trouver de nouvelles sources de revenus, ainsi que pour la formation des salaires et la redistribution des revenus.

Alors que "l'examen des nouvelles tendances et des nouveaux défis en matière de cohésion sociale" figure parmi les tâches énumérées de la Plateforme européenne pour la cohésion sociale (PECS) pour 2020-2021, ce séminaire se concentrera également sur les nouvelles perspectives ouvertes par le redressement de l'Europe après la pandémie de Covid-19.

Cet événement s'inscrit dans le cadre de l'effort global du Conseil de l'Europe pour promouvoir l'intégration de la cohésion sociale et pour renforcer le travail du Conseil de l'Europe dans le domaine de la cohésion sociale, notamment par la promotion de la Charte sociale européenne, pour la pleine jouissance des droits sociaux.

Le séminaire donnera ensuite aux participants l'occasion de discuter de l'état de la cohésion sociale dans l'Europe en crise, des nouveaux défis posés à la cohésion sociale par la crise et d'autres tendances séculaires (démographie, numérisation, changement climatique) et de suggérer de nouveaux horizons pour la cohésion sociale, c'est-à-dire des moyens de lutter efficacement pour la cohésion sociale au XXIème siècle.

COVID-19 et les défis de la cohésion sociale et les expériences attendues des quatre coins de l'Europe.

³ Comme le dit Samwise Gamgee, dans le *Seigneur des Anneaux* de J.R.R Tolkien : *Les Deux Tours*.

⁴ *La nouvelle normalité ? Une étude comparative de 7 pays sur les impacts de COVID-19 sur la confiance, la cohésion sociale, la démocratie et les attentes pour un avenir incertain*, More-in-Common, juillet 2020.

Les objectifs de développement durable devraient se refléter dans l'élaboration de chaque thème.

Outre les représentants des États membres de la PECS, la conférence accueillera les éminents représentants du Conseil de l'Europe, de la Commission européenne, de l'Organisation de coopération et de développement économiques, de l'Agence des droits fondamentaux et des universitaires.

Objectifs :

- ***Défis pour la cohésion sociale - comprendre les impacts inégaux de la crise et les mesures de verrouillage et de distanciation sociale qui en découlent.***

Au cours de la première session, les participants à la réunion discuteront des répercussions de la crise de la Covid-19 sur la qualité du tissu social et la confiance des citoyens dans leurs institutions. Comment s'assurer que la distanciation sociale et les mesures sanitaires prises par les États membres pendant la crise actuelle restent proportionnelles à la menace que représente la propagation du virus et soient limitées dans le temps ? Comment s'assurer qu'elles n'entraînent pas de restrictions indues des droits de l'homme, notamment des droits sociaux ?

Les participants discuteront également de la manière de renforcer l'approche des droits de l'homme dans l'ensemble des cadres politiques, et de la manière dont les actions entreprises sont conformes aux exigences de la Charte sociale européenne. Ils aborderont la nécessité de s'attaquer aux facteurs de fragilité sous-jacents tout en répondant aux besoins immédiats découlant de la pandémie, en particulier envers les plus vulnérables.

- ***Solutions pour améliorer la situation des plus vulnérables dans le cadre du redressement post-covidien***

La deuxième session permettra d'échanger des idées sur les politiques publiques visant à promouvoir le bien-être social et à soutenir les plus vulnérables, en mettant l'accent sur les meilleures pratiques concernant, *entre autres*, l'emploi, l'inclusion et la santé, et en contribuant à la réalisation des objectifs de l'"Agenda 2030".

Il s'agira d'aller au-delà de la réponse d'urgence, d'assurer la stabilisation et de planifier la reprise à plus long terme.

Les participants exprimeront leur point de vue sur les défis que doit relever la cohésion sociale et sur la manière dont ils entendent y répondre, en s'appuyant sur la Charte sociale européenne et les politiques, programmes et outils existants du Conseil de l'Europe.

PROGRAMME

08:45-09:00 Enregistrement

09:00-09:15 **Ouverture**

Accueil par M. Christophe POIREL, Directeur des Droits de l'Homme, Conseil de l'Europe

Introduction par Mme Rita SKREBISKIENE , Présidente de la PECS

09:15-10:30 **Première session. COVID-19 - La cohésion sociale en danger ?**

Modérateur : M. Alexis RINCKENBACH, Chef du bureau des affaires européennes et internationales, Direction générale de la cohésion sociale, Ministère des affaires sociales et de la santé, France

09:15-09:30 **"La nouvelle normalité"**

Impacts de la COVID-19 sur la confiance, la cohésion sociale et la démocratie

M. Mathieu LEFÈVRE, Fondateur et Directeur général de Destin Commun

09:30-09:45 **L'État-providence mis à l'épreuve par la Covid-19**

Comment la crise a affecté notre vie sociale et pourrait changer notre avenir?

Mme Monika QUEISSER, Chef de la Division des politiques sociales, OCDE

09:45-10:00 **Défendre le droit aux soins de santé pendant la COVID-19 et de la vie elle-même**

Protection de la santé publique : réponses et ressources

Mme Tatiana PUIU, membre du Comité européen des Droits sociaux du Conseil de l'Europe

10:00-10:30 *Tour de table, délégations PECS*

Principaux défis rencontrés par les États membres

10:30-11:00 Pause

11:00-12:25 **Deuxième session : mieux reconstruire - pour une cohésion sociale durable**

Modérateur : M. Joe GERADA, Président, Fondation des Services Sociaux, Ministère de la Famille, de l'Enfance et de la Solidarité sociale, Malte

11:00-11:15 **Renouveler nos engagements pour la solidarité, la démocratie et le bien-être**

Investir dans les groupes vulnérables en termes d'accès aux droits sociaux et d'accès à la justice.

M. Jan MALINOWSKI, Chef du Département de la Charte sociale européenne, Conseil de l'Europe

11:15-11:30 Solutions pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en Europe

Personne n'est laissé pour compte, une attention particulière doit être accordée aux groupes de population et aux individus qui ont été rendus particulièrement vulnérables par la crise.

Mme. Katarina IVANKOVIC-KNEZEVIC, Directrice, direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion, Commission européenne

11:30-11:45 L'avenir de l'emploi

Quelles sont les perspectives pour atténuer l'impact de la crise ?

M. Philip VON BROCKDORF, Professeur, Université de Malte

11:45-12:00 Dialogue inclusif

Les partenaires socio-économiques et la société dans son ensemble dans le dialogue autour de l'idée de reconstruire en mieux

M. Piotr SADOWSKI, Secrétaire général, Volonteuropé, Membre de la Commission permanente de la Conférence des OING auprès du Conseil de l'Europe

12:00-12:25 Tour de table, délégations PECS

Mesures innovantes des États membres

12:25-12:30 Conclusion et clôture